Non à la coûteuse et mensongère loi sur le gaspillage de l'électricité! - Crise énergie non

obnico

Voici quelques informations sur la loi du centre-gauche sur le gaspillage de l'électricité, soumise au vote populaire le 18 juin prochain. Bien que nous manquions déjà d'électricité aujourd'hui, cette loi extrême entraînera de facto l'interdiction du mazout, du gaz, du diesel et de l'essence. Le chauffage et la conduite automobile ne seront plus possibles qu'à l'électricité, ce qui signifie une augmentation massive des besoins en électricité et des coûts. Selon une étude de l'EPFZ, cette loi fera passer les coûts énergétiques de 3'000 francs aujourd'hui à 9'600 francs par personne et par an!

Invitation à une table ronde

Le 23 mai 2023 aura lieu à Berikon (AG) une table ronde publique organisée par l'UDC sur la loi sur le gaspillage de l'électricité, au cours de laquelle le président de GastroSuisse Casimir Platzer et la Conseillère nationale Magdalena Martullo-Blocher expliqueront pourquoi il faut rejeter cette loi.

Einladung zur Podiumsdiskussion

Kosten – Gefahren – Nutzen des sogenannten Klimaschutzgesetzes

Am 18. Juni stimmen wir über das sogenannte «Klimaschutz-Gesetz» ab. Das Gesetz führt zu einem faktischem Verbot von Öl, Benzin, Diesel und Gas. Es geht damit um unsere zukünftige Stromversorgung und um die Frage, ob wir auch in Zukunft genügend Strom und damit auch bezahlbaren Strom zur Verfügung haben.

Pro und Contra



Balthasar Glättli, Nationalrat, Parteipräsident Grüne Schweiz



Gabriela Suter, Nationalrätin SP, Vize-Präsidentin von Swissolar



Casimir Platzer, Präsident GastroSuisse



Magdalena Martullo-Blocher, Nationalrätin SVP, Unternehmerin

Ort: Berikerhus, Musperfeldstrasse 11, Berikon Datum / 23. Mai 2023, Türöffnung ab 19.15 Uhr,

Zeit: Beginn: 20.00 Uhr

Moderation: Anne-Käthi Kremer von TeleM1

1 sur 3 18.06.23, 12:02



NZZ: La loi sur le gaspillage de l'électricité coûtera cher

Le Conseil fédéral prétend que l'objectif zéro net est gratuit. La NZZ le contredit. La loi sur le gaspillage de l'électricité va « coûter assez cher. » Même les partisans le reconnaissent à demi-mot. La Confédération fait miroiter de belles promesses aux électeurs, <u>critique la NZZ</u>. L'explosion des coûts pourrait toucher « de nombreux groupes qui en seraient victimes » : Consommateurs, contribuables, fonctionnaires, chômeurs, commerçants, étudiants, retraités, « tout un chacun ». Au final, quelqu'un devra payer la note. Qui ne veut pas sacrifier notre prospérité pour les utopies extrêmes de la gauche rose-verte vote NON le 18 juin !

Sponsoriser maintenant l'envoi de flyers

Apportez votre contribution : Soutenez notre campagne contre la loi mensongère et coûteuse sur le gaspillage de l'électricité et **sponsorisez l'envoi de flyers aux adresses d'une localité ou d'une commune de votre choix !**

En quelques clics, c'est possible et à un prix relativement avantageux. Par exemple, une commune comme Cortaillod (NE), 2'467 boîtes aux lettres, peut être couverte grâce à un montant de 465.90 francs. Une plus grande commune, comme par exemple Sierre (VS), 8'309 boîtes aux lettres, peut être couverte pour un un peu plus de 1'400 francs.

SPONSORISER DES FLYERS

Censure dans le livret d'information de vote

La Chancellerie fédérale voulait interdire à l'UDC de mentionner dans le livret de vote les conséquences d'un oui à la loi sur le gaspillage de l'électricité. Le comité référendaire a écrit que le Conseil fédéral pourrait « imposer seul des mesures extrêmes », comme le remplacement des chauffages à mazout et à gaz ou l'interdiction des voitures à essence et des voyages en avion. Cette déclaration n'a pas plu à un fonctionnaire de gauche de la Chancellerie fédérale qui a eu recours à la censure. Cette attitude est inacceptable. Le fait est que si les objectifs climatiques radicaux ne sont pas atteints, le Conseil fédéral pourra recourir à des ordonnances. De plus, il a suffisamment prouvé ces derniers temps qu'il n'hésite pas à gouverner via le droit d'urgence. En votant NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité, nous protégeons donc aussi notre démocratie directe.

2 sur 3 18.06.23, 12:02

De l'inutilité du « zéro net »

Les partisans prétendent que la loi sur le gaspillage de l'électricité nous permettrait soi-disant de « protéger » le climat et nos glaciers. Ce sont des fake news. En effet, les émissions de CO₂ de la Suisse n'ont aucune influence sur le clima mondial. Depuis l'industrialisation, notre pays n'a même pas contribué à 0.002 degré – soit deux millièmes de degré – au réchauffement de la planète. Le bénéfice de l'objectif « zéro net » en termes d'émissions de CO₂ est donc pratiquement nul. Les conséquences négatives de la loi seront, en revanche, conséquentes : les coûts exploseront et l'approvisionnement énergétique sûr et abordable est clairement menacé. Voilà pourquoi il faut voter NON à cette dangereuse et coûteuse loi!

3 sur 3